

Communiqué de l'intersyndicale de l'Université d'Angers



L'extrême droite tousse et l'Université bat en retraite **Non à la censure politique à l'Université**

Nos organisations ont appris avec stupeur la récente censure par la présidente de l'Université d'Angers de la conférence que devait donner au Qu4tre ce [18 avril 2024](#) l'historienne Ludivine Bantigny dans le cadre d'une « fête antifasciste » organisée par un collectif d'associations, dont le Planning familial, et des syndicats de l'université.

Cette soirée s'inscrivait dans la droite ligne de la semaine de lutte contre le racisme et l'antisémitisme qui s'est tenue du 18 au 25 mars dernier à l'université.

Dans le communiqué de la présidence, deux raisons sont invoquées :

- a) une prétendue « neutralité du service public » ;
- b) le contexte intemporel de « l'urgence-attentat ».

Faudra-t-il pour ces deux mêmes motifs annuler la conférence du militant pro-nucléaire Marc Jancovici prévue à l'université [ce mardi 16 avril](#) avec certaines têtes de listes aux élections européennes ou leurs représentant·e-s ? Faudra-t-il, au nom d'impératifs sécuritaires interdire à l'avenir toute réunion publique au sein de l'Université ?

En réalité, la censure présidentielle est le résultat des pressions de la députée LR de Saumur nord, que ses diverses prises de position classent à la droite extrême, et des groupuscules dans le sillage du groupe fasciste dissous « L'Alvarium ».

Cette censure contrevient aux engagements de l'Université d'Angers face aux actions délictueuses de l'extrême droite. Il y a deux ans, le 14 avril, le CA avait pris une position unanime et ferme en ce sens. Ce fut aussi le cas, ce 22 janvier, de l'UFR LLSH face aux violences des héritiers du GUD.

Enfin, comment ne pas rappeler, comme dans la motion du CA citée plus haut, que l'Université se doit d'être « *lieu d'émancipation par les savoirs, de vie sociale et de développement de l'esprit critique* » ? L'oublier, c'est s'engager dans un engrenage régressif et liberticide. Mais il est désormais évident qu'à l'Université d'Angers, les discours, les commissions et les évènements vantant l'égalité sont le paravent à une absence de réactions lorsque les étudiant·es ou la communauté éducative sont réellement

menacé-es. Cette annulation est aussi inquiétante pour la liberté de programmation de nos collègues du QU4tre.

La « neutralité du service public » serait donc de ne pas choisir entre le fascisme et l'antifascisme. Respecter la « neutralité » du service public universitaire, c'est permettre que la liberté de débat y soit assurée en toutes circonstances. Nous condamnons donc fermement, au nom même de la « neutralité du service public », la censure partisane décidée par la présidente de l'Université. Cette décision donne raison aux groupuscules d'extrême-droite locaux ouvertement, antisémites, racistes et homophobes ! à l'opposé des valeurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dont la présidente de l'Université d'Angers est garante.

Qu'une enseignante-chercheuse ne puisse pas faire part de ses travaux de recherche au sein même de l'Université, à la demande de groupuscules d'extrême-droite, est une très mauvaise nouvelle pour les libertés académiques, pour la mission de diffusion du savoir scientifique qui nous appartient et pour la bataille culturelle que nous nous devons de mener contre le fascisme.

Nous demandons à la Présidente de l'Université une audience pour obtenir des explications et pour qu'elle revienne sur sa décision.

La conférence de Ludivine Bantigny se tiendra malgré tout et en toute sécurité à la Bourse du Travail à 18h, jeudi 18 avril.

Le fascisme ne passera pas !